

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41893]

16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 49 relatif aux subventions générales

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Suite aux mesures de confinement adoptées par le Conseil national de sécurité afin de lutter contre le COVID-19, le Gouvernement a décidé d'adopter des mesures de soutien aux différents secteurs relevant de la compétence de la Région wallonne.

Le présent arrêté s'inscrit dans ce cadre et vise notamment à déroger aux règles et aux conditions de liquidation des subventions.

Les dispositions adoptées par le Conseil national de sécurité dans le cadre de la crise du COVID-19 ont conduit à rendre, totalement ou partiellement, impossible l'exécution de certaines activités, singulièrement en raison des règles relatives au confinement.

Néanmoins, des frais ont pu être exposés en vue de la réalisation d'activités annulées ou réduites.

A défaut de base décrétable, le pouvoir public ne peut maintenir le droit à la subvention en cas d'inexécution totale ou partielle de l'activité.

Le Gouvernement entend ne pas porter préjudice aux bénéficiaires d'une subvention relative à une activité structurelle ayant un caractère continu et permanent faisant face à une telle situation. Il convient de laisser à disposition des opérateurs les sommes octroyées dans le cadre de subventions récurrentes portant sur les frais fixes de fonctionnement effectivement supportés même si, en raison de la crise du COVID-19, la totalité des missions n'a pu être réalisée.

Aussi, le présent texte prévoit l'octroi d'une subvention couvrant les frais généraux et les dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêts pour autant que ces frais et dépenses soient prévus par la décision d'octroi de ladite subvention.

La portée réelle du texte couvre un grand nombre de situations. Le Gouvernement entend en effet adopter un arrêté de pouvoirs spéciaux à portée générale.

L'article 1^{er} définit les notions de « bénéficiaire » et de « subvention générale » en référence au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes qui a vocation à couvrir l'ensemble des mécanismes de subvention wallons.

Bien que peu utilisée explicitement dans les décisions d'octroi de subside, la notion de « subvention générale », permet de couvrir toute forme de soutien financier accordé, dans une finalité directe ou indirecte d'intérêt général, à une activité structurelle - ayant un caractère continu et permanent - organisée par un tiers, quelle que soit la dénomination de cette activité, à l'exception des dotations.

Sous réserve d'autres règles plus favorables pour le bénéficiaire et sans préjudice de l'application d'autres arrêtés de pouvoirs spéciaux adoptés par le Gouvernement, l'utilisation du vocable « subvention générale » vise à rencontrer les subventionnements ayant un caractère récurrent ou habituel visés par l'ensemble des décrets wallons en ce compris le décret contenant le budget des dépenses.

Il convient d'exclure tout effet d'aubaine et de ne pas interférer sur les règles particulières applicables, par exemple, en matière d'aides à l'emploi.

Une circulaire du Gouvernement complétera l'arrêté. Le SPW sera invité à faire preuve de souplesse quant aux situations que le concept de « subvention générale » englobe.

Le présent arrêté ne vise pas les subventions de projet, au sens du décret du 15 décembre 2011 susmentionné, qui financent les coûts spécifiques découlant d'une activité limitée tant quant à son objet qu'à sa durée. Pour ces subventions, le Gouvernement privilégie un dialogue avec chaque bénéficiaire afin de déterminer la décision la plus appropriée à adopter en fonction de la situation. L'octroi de subventions projets est laissé à l'appréciation de chaque membre du Gouvernement.

L'article 2 détermine les bénéficiaires concernés. Il s'agit des bénéficiaires, disposant ou non de la personnalité juridique, qui, en raison de la pandémie de COVID-19, ne pourront ou ne pourront, entièrement ou partiellement, réaliser des activités liées à la subvention dont ils bénéficient habituellement.

L'article 2 circonscrit les frais et dépenses que peut couvrir la subvention. Il s'agit des frais généraux et les dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêt exposés par le bénéficiaire pour autant que ces frais et dépenses soient :

- prévus par une décision d'octroi de subvention antérieure au 1^{er} octobre 2020;
- exposés pendant la période visée par la décision d'octroi de ladite subvention;
- non pris en charge ou remboursés par un tiers;
- prouvés conformément aux modes de preuve prévus par la décision d'octroi de ladite subvention.

En raison de la crise du COVID-19, les dossiers de demandes de subventions n'ont pas pu être traités entre le 18 mars et le 22 avril. Partant, plusieurs centaines de demandes restent en attente de décision d'octroi. Afin de résorber ce retard tout en garantissant un traitement rigoureux et une analyse sérieuse des demandes, l'arrêté fixe au 1^{er} octobre 2020 la date ultime de décision d'octroi.

Il ne peut être question d'intervenir pour des dépenses couvertes d'une autre manière (notamment pour du personnel en chômage temporaire). Le projet indique explicitement, au point 3 de la liste telle que contenue dans l'arrêté, l'interdiction de la double couverture libellée largement pour couvrir toutes les situations.

Outre le maintien du critère d'« activité empêchée par la crise », qui détermine une limite temporelle, le Gouvernement privilégie la date du 1^{er} octobre 2020 pour déterminer les décisions de subventionnement qui peuvent bénéficier du présent système.

En raison du COVID-19 et de la circulaire budgétaire, un nombre conséquent de subventions prévues au budget n'ont pas encore été formellement octroyées. Le contenu des décisions restant à adopter prendront en considération la situation issue de la crise sanitaire actuelle.

L'objectif de l'article 2, alinéa 2, est de maintenir le même niveau de contrôle, ni plus ni moins, que celui prévu pour la subvention initiale.

L'article 3 fixe l'entrée en vigueur de l'arrêté au 1^{er} janvier 2020, afin prendre en considération l'ensemble des opérateurs ayant été touchés par la crise du COVID-19.

Si le présent arrêté de pouvoirs spéciaux ne valait que pour l'avenir, des bénéficiaires pourraient ne pas pouvoir prétendre à l'application du présent arrêté. L'exclusion de ces bénéficiaires créerait une inégalité de traitement entre tous les bénéficiaires lésés par la pandémie de COVID-19 et les mesures adoptées en lien avec cette pandémie.

Couvrir l'ensemble de la période de confinement dû à la pandémie de COVID-19 permet de couvrir toutes les situations concernées et d'éviter tout risque d'inégalités de traitements.

Toutes les propositions d'amélioration du texte proposées par le Conseil d'Etat ont été intégrées.

Avis du Conseil d'Etat n° 67.538/2 du 10 juin 2020

Section de législation

Le 4 juin 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement wallon à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XX 'relatif aux subventions générales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 juin 2020. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'Etat, Christian Behrendt, assesseur, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Marc Oswald, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par la situation d'incertitude profonde dans laquelle sont plongés les bénéficiaires de subventions générales : les décisions adoptées par le Conseil national de sécurité dans le cadre de la crise du COVID-19 les empêchent d'exécuter pleinement leurs obligations; ils ignorent s'ils conserveront ou non les montants des subventions, dans quelle mesure et à quelles conditions; le Gouvernement entend répondre aux craintes exprimées ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 3, § 2, du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', l'arrêté en projet sera communiqué au président du Parlement wallon avant sa publication au *Moniteur belge*.

À toutes fins utiles et compte tenu de la date à laquelle le présent avis est donné, l'attention de l'auteur du projet est également attirée sur la nécessité que le projet, s'il se fonde sur le décret du 17 mars 2020 précité, soit adopté au plus tard le 17 juin 2020 puisque, conformément à l'article 5 du même décret, l'habilitation conférée au Gouvernement « est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur », laquelle a eu lieu le 18 mars 2020 en application de l'article 6 du même décret.

2. Selon l'article 3bis, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'Etat',

« [L]es projets d'arrêtés royaux qui peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur, sont soumis à l'avis motivé de la section de législation. Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal auquel il se rapporte. Les arrêtés, l'avis, le rapport au Roi et le texte des projets d'arrêtés soumis à l'avis de la section de législation seront communiqués, avant leur publication au *Moniteur belge*, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat ».

Cette disposition n'est pas d'application à l'égard des arrêtés du Gouvernement wallon.

Cependant, il se recommande que l'arrêté en projet soit accompagné d'un rapport au Gouvernement dans lequel seront expliquées la portée et les conséquences concrètes de la réglementation contenue dans le projet. De telles explications présenteront un avantage certain pour les destinataires du projet, pour les différents services du pouvoir exécutif ainsi que pour le Parlement quand celui-ci, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 précité, sera appelé à se prononcer sur la confirmation des dispositions contenues dans l'arrêté en projet.

Les explications contenues dans la note au Gouvernement jointe au dossier transmis à la section de législation pourraient servir de base à ce rapport.

Enfin, le rapport au Gouvernement répondra aux observations formulées dans le présent avis (1).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Il convient de viser expressément le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020, lequel autorise le Gouvernement wallon à « prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1.1. Les termes « bénéficiaire » et « subvention générale », définis dans l'article 1^{er}, 2^o et 3^o, le sont aussi respectivement aux articles 59, § 2, et 60, § 1^{er}, 1^o, du décret du 15 décembre 2011 'portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes' sans pour autant que les définitions se recoupent exactement.

À cet égard, il est rappelé que, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020, les arrêtés de pouvoirs spéciaux devront être confirmés par le législateur et qu'ils acquerront force décrétole. Par conséquent, il n'est pas indiqué que les mêmes mots reçoivent des définitions fussent-elle légèrement différentes dans des textes de même valeur adoptés dans la même matière, à savoir celle du droit budgétaire et comptable applicable à l'octroi des subventions.

Si l'auteur du projet souhaite remplacer ces définitions figurant dans le décret, il le précisera expressément.

Si, en revanche, et comme cela semble plutôt découler du texte à l'examen, les définitions ne sont pas modifiées, il est recommandé soit de se limiter à un renvoi aux dispositions pertinentes du décret, soit, si l'auteur du projet entend reproduire lesdites définitions, de citer fidèlement les termes du décret et de préciser qu'ils sont conformes à ce dernier.

Dans cette dernière hypothèse, la date avant laquelle la décision d'octroi de la subvention doit avoir été prise pour que le bénéficiaire puisse prétendre au mécanisme projeté fera l'objet d'une phrase distincte.

1.2. S'agissant de la définition de la notion d'instance subsidiaire figurant à l'article 1^{er}, 1^o, dont l'utilité est au demeurant douteuse, il n'est pas adéquat qu'elle se réfère à « l'instance valablement habilitée en vertu du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes » dès lors que l'article 57 de ce décret ne comporte pas de véritable définition de cette notion. Cette dernière disposition, pour qualifier la notion d'instance subsidiaire, se limite à se référer à la notion d'« entité », utilisée notamment par l'article 3, § 1^{er}, 1^o, du même décret, aux termes duquel

« [l]es dispositions du présent décret sont applicables aux unités d'administration publique réparties selon les catégories suivantes :

1^o les services d'administration générale, les cabinets ministériels et les services y assimilés pour leur fonctionnement, qui forment ensemble une seule entité ».

Par ailleurs, si le décret du 15 décembre 2011 énonce notamment des dispositions générales relatives à l'octroi, à l'emploi et au contrôle des subventions (2), il ne comporte pas de disposition contenant une habilitation « à octroyer une subvention », son article 58, première phrase, disposant d'ailleurs qu'

« [u]ne subvention ne peut être octroyée que sur la base d'un décret ou d'une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses ».

Il paraît suffisant, à l'article 1^{er}, 1^o, de définir comme suit la notion d'instance subsidiaire au sens du projet :

« l'instance valablement habilitée en vertu d'une législation particulière à octroyer une subvention ».

2. L'article 1^{er}, 3^o, retient la date du 1^{er} octobre 2020 comme étant celle avant laquelle la décision d'octroi de la subvention doit avoir été prise pour que le bénéficiaire puisse prétendre au mécanisme projeté.

Il en résulte que seront notamment couvertes par le projet des subventions octroyées postérieurement aux premières mesures de confinement, telles qu'elles ont résulté de l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', entré en vigueur le même jour. Dans son avis, l'Inspecteur des Finances s'est interrogé à ce sujet.

Le rapport au Gouvernement devra s'en expliquer.

L'explication, figurant dans la note au Gouvernement, selon laquelle « le Gouvernement privilégie la date du 1^{er} octobre 2020 dans la mesure où, en raison du Covid-19 et de la circulaire budgétaire, un nombre conséquent de subventions prévues au budget n'ont pas encore été formellement octroyées » paraît à cet égard insuffisante puisque, dès la date du 18 mars 2020, les effets du confinement auxquels le projet entend apporter une réponse pouvaient être envisagés.

Article 2

1. L'article 11, alinéa 3, de la loi du 16 mai 2003 'fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes' prévoit que

« [t]out bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins que le décret ou l'ordonnance ne l'en dispense ».

À cette fin, l'article 2 entend permettre l'octroi de la subvention générale correspondant aux frais généraux et aux dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêts exposés, alors même que le bénéficiaire ne peut réaliser tout ou partie des activités liées à la subvention dont il bénéficie en raison de la pandémie de COVID-19.

Le mécanisme projeté, qui autorise donc l'octroi de la subvention même si toutes les conditions mises à son versement ne sont pas respectées, déroge aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011, qui ont notamment pour objet de mettre en œuvre l'article 11, alinéa 3, de la loi du 16 mars 2003.

L'article 2 le précisera expressément.

2. L'article 60, § 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011 distingue deux types de subventions : la subvention générale et la subvention de projet.

Seule la première est visée par le projet et rien dans le dossier soumis à la section de législation ne permet de comprendre pourquoi la seconde, laquelle « finance les coûts spécifiques découlant d'une activité qui doit être limitée tant quant à son objet qu'à sa durée », en est exclue.

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier une telle différence de traitement au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, consacré notamment par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Article 3

Le dernier considérant du préambule est ainsi rédigé :

« Considérant que couvrir l'ensemble de la période de confinement dû à la pandémie de COVID-19 permet de couvrir toutes les situations concernées et d'éviter tout risque d'inégalités de traitements, le texte se doit de rétroagir au 18 mars 2020 ».

Or, l'article 3 prévoit que

« [l]e présent produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2020 ».

L'auteur du projet est invité à résoudre cette contradiction.

Il semble cependant difficilement justifiable de retenir la date du 1^{er} janvier 2020, qui figure du reste également dans la note au Gouvernement.

En effet, ainsi que l'explique le préambule, le mécanisme en projet entend venir en aide aux bénéficiaires de subventions générales qui n'ont pu exécuter tout ou partie des activités liées à la subvention en raison des mesures prises afin de limiter la propagation du virus COVID-19 dans la population. Les premières d'entre elles à caractère obligatoire ne sont intervenues que par l'effet de l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', entré en vigueur le même jour.

OBSERVATION FINALE

L'auteur procèdera à une relecture attentive du projet afin d'y corriger les fautes de frappe, d'orthographe et de grammaire.

Le Greffier,
Béatrice Drapier

Le Président,
Pierre Vandernoot

Notes

1 Voir dans le même sens notamment l'avis n° 67.173/2 donné le 1^{er} avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 2 du 7 avril 2020 'pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67173.pdf>), l'avis n° 67.175/4 donné le 2 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n° 1 du 7 avril 2020 'permettant de déroger aux règles et conditions de liquidation des soldes de subventions et des délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-2019' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67175.pdf>), l'avis n° 67.227/2 donné le 16 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 5 du 23 avril 2020 'permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67227.pdf>) et l'avis n° 67.416/2 donné le 20 mai 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° XX 'relatif à la sanction des études dans l'enseignement secondaire ordinaire dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19'.

2 Livre II, titre VII, chapitre I^{er}, du décret du 15 décembre 2011.

16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 49 relatif aux subventions générales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, article 1, § 1;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 Juin 2020;

Vu le rapport genre du 11 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 67.538/2 du Conseil d'État, donné le 10 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence, motivée par la volonté du Gouvernement de répondre à la situation d'incertitude profonde dans laquelle sont plongés les bénéficiaires de subventions générales à la suite des décisions adoptées par le Conseil national de sécurité dans le cadre de la crise du COVID-19 les empêchant d'exécuter pleinement leurs obligations;

Considérant que ces mesures prises, pour limiter la propagation du virus dans la population, peuvent créer des difficultés financières pour ces bénéficiaires;

Considérant qu'il y a lieu de leur permettre de prendre, en toute connaissance de cause, les décisions financières requises à très court terme et de se voir octroyer les montants correspondant aux frais que ces bénéficiaires ont ou devront exposer pour honorer leurs obligations sans retard par rapport au calendrier de paiement initialement prévu;

Considérant les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Considérant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, tel que modifié par les décrets du 23 décembre 2013 et du 17 décembre 2015 et par l'arrêté de pouvoir spéciaux n°1;

Considérant le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation de la structure et de la justification du budget des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes en Région wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté de pouvoirs spéciaux, l'on entend par :

1° l'instance subsidiaire : l'instance valablement habilitée en vertu d'une législation particulière à octroyer une subvention;

2° le bénéficiaire : le bénéficiaire visé à l'articles 59, § 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, ci-après dénommé, « le décret du 15 décembre 2011 »;

3° la subvention générale : la subvention visée à l'article 60, § 1^{er}, 1°, du décret du 15 décembre 2011.

Art. 2. Par dérogation aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011, sous réserve d'autres règles plus favorables pour le bénéficiaire et sans préjudice de l'application d'autres arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux, lorsque le bénéficiaire d'une subvention générale, octroyée par une décision antérieure au 1^{er} octobre 2020, ne peut réaliser tout ou partie des activités liées à la subvention dont il bénéficie en raison de la pandémie de COVID-19, l'instance subsidiaire octroie néanmoins le montant de la subvention correspondant aux frais généraux et aux dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêts exposés par le bénéficiaire pour autant que ces frais et dépenses :

1. soient prévus par la décision d'octroi de ladite subvention;
2. soient exposés pendant la période visée par la décision d'octroi de ladite subvention;
3. ne soient pas pris en charge ou remboursés par un tiers;
4. soient prouvés conformément aux modes de preuve prévus par la décision d'octroi de ladite subvention.

Le montant susmentionné est versé conformément aux conditions et modalités prévues par la décision d'octroi de ladite subvention.

Art. 3. Le présent produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 4. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41893]

16. JUNI 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 49 über allgemeine Zuschüsse

BERICHT AN DIE REGIERUNG

Anschließend an die vom Nationalen Sicherheitsrat ergriffenen Maßnahmen in Bezug auf Ausgangsbeschränkungen zur Bekämpfung des COVID-19 beschloss die Regierung, Maßnahmen zur Unterstützung der verschiedenen Sektoren zu ergreifen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen.

Der vorliegende Erlass fügt sich in diesen Rahmen und zielt insbesondere darauf ab, von den Regeln und Bedingungen in Bezug auf die Auszahlung von Zuschüssen abzuweichen.

Die vom Nationalen Sicherheitsrat im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise verabschiedeten Bestimmungen haben dazu geführt, dass bestimmte Aktivitäten, insbesondere aufgrund der Regeln im Zusammenhang mit den Ausgangsbeschränkungen, ganz oder teilweise unmöglich wurden.

Dennoch konnten Kosten für abgesagte oder reduzierte Aktivitäten entstanden sein.

In Ermangelung einer dekretalen Grundlage darf die öffentliche Behörde bei vollständiger oder teilweiser Nichtausübung der Tätigkeit den Anspruch auf den Zuschuss nicht aufrechterhalten.

Die Regierung möchte die Empfänger eines Zuschusses im Zusammenhang mit einer strukturellen Aktivität kontinuierlicher und dauerhafter Art, die sich in einer solchen Situation befinden, nicht benachteiligen. Es ist sinnvoll, den Betreibern die Beträge weiter zur Verfügung zu stellen, die im Rahmen von wiederkehrenden Zuschüssen in Bezug auf tatsächlich entstandene, feste Betriebskosten gewährt werden, auch wenn aufgrund der COVID-19-Krise nicht alle Aufgaben durchgeführt werden konnten.

Dementsprechend sieht der vorliegende Text die Gewährung eines Zuschusses zur Deckung der allgemeinen Kosten und der Personal-, Ausrüstungs-, Investitions- und Zinsausgaben vor, sofern diese Kosten und Ausgaben in dem Beschluss zur Gewährung des Zuschusses vorgesehen waren.

Der tatsächliche Geltungsbereich des Textes umfasst eine große Anzahl von Situationen. Es ist nämlich die Absicht der Regierung, einen Sondervollmächtenerlass von allgemeiner Tragweite zu verabschieden.

In Artikel 1 werden die Begriffe "Bezugsberechtigter" und "allgemeiner Zuschuss" definiert, unter Bezugnahme auf das Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, das alle wallonischen Bezuschussungsmechanismen abdeckt.

Obwohl er in den Beschlüssen zur Gewährung von Zuschüssen nur selten explizit verwendet wird, umfasst der Begriff "allgemeiner Zuschuss" jede Form der finanziellen Unterstützung, die für einen direkten oder indirekten Zweck von allgemeinem Interesse für eine strukturelle Aktivität - kontinuierlicher und dauerhafter Natur - gewährt wird, die von einem Dritten organisiert wird, unabhängig von der Bezeichnung dieser Aktivität, jedoch mit Ausnahme der Dotationen.

Vorbehaltlich anderer, für den Bezugsberechtigten günstigerer Regeln und unbeschadet der Anwendung weiterer von der Regierung verabschiedeter Sondervollmächtenerlasse soll die Verwendung des Begriffs "allgemeiner Zuschuss" die Subventionen wiederkehrender oder üblicher Art abdecken, die von allen wallonischen Dekreten, einschließlich des Dekrets zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans, abgedeckt werden.

Es gilt, Mitnahmeeffekte auszuschließen, und es sollte nicht in die Sonderregeln eingegriffen werden, die z.B. für Beschäftigungsbeihilfen gelten.

Ein Rundschreiben der Regierung wird den Erlass ergänzen. Der ÖDW wird um Flexibilität geboten, was die Situationen betrifft, die der Begriff "allgemeiner Zuschuss" umfasst.

Der vorliegende Erlass gilt nicht für projektbezogene Zuschüsse im Sinne des oben genannten Dekrets vom 15. Dezember 2011, welche für die Finanzierung von spezifischen Ausgaben dienen, die sich aus einer Aktivität ergeben, die sowohl vom Zweck als von der Dauer her begrenzt ist. Für diese Zuschüsse bevorzugt die Regierung einen Dialog mit jedem Bezugsberechtigten, um den am meisten geeigneten Beschluss aufgrund der jeweiligen Situation zu fassen. Die Gewährung von projektbezogenen Zuschüssen wird jedem Mitglied der Regierung überlassen.

Artikel 2 bestimmt die betreffenden Bezugsberechtigten. Es handelt sich um Bezugsberechtigte mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, die wegen der COVID-19-Pandemie nicht in der Lage sind oder sein werden, ganz oder teilweise Aktivitäten im Zusammenhang mit dem Zuschuss, den sie normalerweise beziehen, durchzuführen.

Artikel 2 umschreibt die Kosten und Ausgaben, die von dem Zuschuss abgedeckt werden können. Es handelt sich um die allgemeinen Kosten sowie um die Personal-, Ausrüstungs-, Investitions- und Zinsausgaben, die dem Bezugsberechtigten entstanden sind, sofern diese Kosten und Ausgaben:

- in einem vor dem 1. Oktober 2020 gefassten Beschluss zur Gewährung des Zuschusses vorgesehen sind;
- während des Zeitraums anfallen, der von dem Beschluss zur Gewährung dieses Zuschusses abgedeckt wird;
- nicht von einem Dritten übernommen oder erstattet werden;
- mit den in dem Beschluss zur Gewährung dieses Zuschusses vorgesehenen Beweismitteln nachgewiesen werden.

Wegen der COVID-19-Krise konnten zwischen dem 18. März und dem 22. April keine Akten in Bezug auf Zuschussanträge bearbeitet werden. Dies hat dazu geführt, dass für mehrere Hunderte Anträge noch keine Entscheidung getroffen worden ist. Um diesen Rückstand abzubauen und gleichzeitig eine rigorose Bearbeitung und seriöse Prüfung der Anträge zu gewährleisten, legt der Erlass den 1. Oktober 2020 als Endtermin für eine Entscheidung über die Gewährung des Zuschusses fest.

Es kommt nicht in Frage, für Ausgaben aufzukommen, die auf irgend eine andere Weise gedeckt werden (insbesondere für vorübergehend arbeitsloses Personal). In Punkt 3 der in dem Erlass angeführten Liste weist das Projekt ausdrücklich auf das Verbot der doppelten Abdeckung hin, dessen Formulierung breit genug ist, um für alle betreffenden Situationen zu gelten.

Neben der Aufrechterhaltung des Kriteriums einer "durch die Krise verhinderten Aktivität", das eine Zeitgrenze enthält, bevorzugt die Regierung die Frist des 1. Oktober 2020, um die Bezuschussungsbeschlüsse zu bestimmen, auf die das vorliegende System anwendbar ist.

Wegen der COVID-19-Krise und des Haushaltsrundschreibens wurden zahlreiche im Haushaltsplan vorgesehene Zuschüsse noch nicht förmlich gewährt. Bei den noch zu fassenden Beschlüssen wird die sich aus der gegenwärtigen Gesundheitskrise ergebende Situation berücksichtigt werden.

Ziel von Artikel 2 Absatz 2 ist es, dasselbe Maß an Kontrolle, nicht mehr und nicht weniger, aufrechtzuerhalten, als für den ursprünglichen Zuschuss.

In Artikel 3 wird das Inkrafttreten des Erlasses auf den 1. Januar 2020 festgelegt, um alle Betreiber berücksichtigen zu können, die von der COVID-19-Krise betroffen worden sind.

Wenn der vorliegende Sondervollmächtenerlass nur für die Zukunft gelten würde, könnten bestimmte Bezugsberechtigte möglicherweise keinen Anspruch auf dessen Anwendung erheben. Der Ausschluss dieser Bezugsberechtigten würde eine ungleiche Behandlung aller Bezugsberechtigten hervorrufen, die unter der COVID-19-Pandemie und den damit zusammenhängenden Maßnahmen gelitten haben.

Eine Abdeckung der gesamten Periode mit Ausgangsbeschränkungen infolge der COVID-19-Pandemie ermöglicht es, alle betroffenen Situationen abzudecken, und jedes Risiko einer ungleichen Behandlung zu vermeiden.

Alle vom Staatsrat vorgeschlagenen Textverbesserungen wurden berücksichtigt.

Gutachten des Staatsrats Nr. 67.538/2 vom 10. Juni 2020**Gesetzgebungsabteilung**

Am 4. Juni 2020 wurde der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, von dem Ministerpräsidenten der Wallonischen Regierung um die Mitteilung binnen fünf Werktagen eines Gutachtens über einen Entwurf zu einem Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. XX "über allgemeine Zuschüsse" ersucht.

Der Entwurf wurde am 10. Juni 2020 von der zweiten Kammer untersucht. Die Kammer hatte folgende Zusammensetzung: Pierre VANDERNOOT, Kammervorsitzende, Patrick RONVAUX und Christine HOREVOETS, Staatsräte, Christian Behrendt, Beisitzer, und Béatrice Drapier, Greffier.

Der Bericht wurde von Herrn Marc Oswald, erster Auditor, vorgelegt.

Das Gutachten, dessen Wortlaut nachstehend angeführt wird, wurde am 10. Juni 2020 abgegeben.

*

Gemäß Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat müssen in dem Begutachtungsantrag insbesondere die Gründe angegeben werden, die dessen Dringlichkeit rechtfertigen.

Das Schreiben hat den folgenden Wortlaut:

"Die Dringlichkeit ist durch die Situation einer tiefen Unsicherheit begründet, in der sich die Bezugsberechtigten von allgemeinen Zuschüssen befinden: die vom Nationalen Sicherheitsrat im Rahmen der COVID-19-Krise verabschiedeten Beschlüsse hindern sie daran, ihren Verpflichtungen in vollem Umfang nachzukommen; sie wissen nicht, ob sie die Höhe der Zuschüsse, in welchem Umfang, und unter welchen Bedingungen einbehalten werden oder nicht; die Regierung beabsichtigt, auf die geäußerten Befürchtungen einzugehen".

Da der Begutachtungsantrag auf der Grundlage von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze "über den Staatsrat" eingereicht wurde, beschränkt die Gesetzgebungsabteilung ihre Prüfung auf die rechtliche Grundlage des Entwurfs, auf die Befugnis des erlassenden Organs sowie auf die Erfüllung der vorherigen Formalitäten gemäß Artikel 84 § 3 der vorgenannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Anmerkungen.

VORBEMERKUNGEN

1. Die Regierung wird im Auge behalten, dass der Entwurf des Erlasses kraft Artikel 3 § 2 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise vor seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* dem Präsidenten des Wallonischen Parlaments mitzuteilen ist.

Für alle Fälle und unter Berücksichtigung des Datums, an dem das vorliegende Gutachten abgegeben wird, wird der Urheber des Entwurfs ebenfalls auf die Notwendigkeit aufmerksam gemacht, dass der vorliegende Entwurf, sofern er sich auf das vorgenannte Dekret vom 17. März 2020 stützt, spätestens zum 17. Juni 2020 zu verabschieden ist, da die der Regierung gewährte Ermächtigung gemäß Artikel 5 dieses Dekrets "eine Gültigkeit von drei Monaten ab seinem Inkrafttreten hat", welches in Anwendung von Artikel 6 dieses selben Dekrets am 18. März 2020 stattfand.

2. Gemäß Artikel 3bis § 1 der koordinierten Gesetze "über den Staatsrat"

"werden Entwürfe Königlicher Erlasse, die geltende Gesetzesbestimmungen aufheben, ergänzen, abändern oder ersetzen können, der Gesetzgebungsabteilung zu einer mit Gründen versehenen Begutachtung vorgelegt. Dieses Gutachten wird zusammen mit dem Bericht an den König und dem betreffenden königlichen Erlass veröffentlicht. Erlass, Gutachten, Bericht an den König und Text des Erlassentwurfs, der der Gesetzgebungsabteilung zur Begutachtung vorgelegt worden ist, werden vor ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* dem Präsidenten der Abgeordnetenkammer und dem Präsidenten des Senats übermittelt."

Diese Bestimmung ist gegenüber den Erlassen der Wallonischen Regierung nicht anwendbar.

Es empfiehlt sich jedoch, dass dem Erlassentwurf ein Bericht an die Regierung beigelegt wird, in dem die Tragweite und die konkreten Folgen der im Entwurf enthaltenen Rechtsvorschriften erläutert werden. Diese Erläuterungen werden den Empfängern des Entwurfs, den verschiedenen Abteilungen der ausführenden Gewalt sowie dem Parlament, wenn dieses gemäß Artikel 4 Absatz 1 des vorgenannten Dekrets vom 17. März 2020 über die Bestätigung der im Erlassentwurf enthaltenen Bestimmungen zu entscheiden haben wird, definitiv von Nutzen sein.

Die Erläuterungen in der Mitteilung an die Regierung, die der Akte beigelegt wird, die der Gesetzgebungsabteilung übermittelt wird, könnten diesem Bericht als Grundlage dienen.

Letztendlich wird der Bericht an die Regierung die in vorliegendem Gutachten aufgeführten Bemerkungen beantworten (1).

BESONDERE BEMERKUNGEN**PRÄAMBEL**

Es gilt, insbesondere auf Artikel 1 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 hinzuweisen, durch den die Wallonische Regierung "im strengen Rahmen der COVID-19-Pandemie und ihrer Folgen alle nützlichen Maßnahmen ergreifen kann, um jede Situation zu verhindern und zu bewältigen, die ein Problem darstellt und die dringend behandelt werden muss, wenn andernfalls eine ernsthafte Gefahr bestehen würde".

VERFÜGENDER TEIL**Artikel 1**

1.1. Die in Artikel 1 Ziffern 2 und 3 definierten Begriffe des "Bezugsberechtigten" und des "allgemeinen Zuschusses" sind auch in den Artikeln 59 § 2 bzw. 60 § 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 "zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten" bestimmt, ohne dass sich diese Definitionen genau überschneiden.

In dieser Hinsicht wird daran erinnert, dass die Sondervollmächtererlasse gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 vom Gesetzgeber bestätigt werden müssen, und Dekretskraft erlangen werden. Folglich ist es nicht angebracht, dass die gleichen Wörter in gleichwertigen Texten, die im gleichen Bereich angenommen wurden, nämlich dem für die Gewährung von Zuschüssen geltenden Haushalts- und Buchhaltungsrecht, auch nur leicht unterschiedliche Definitionen erhalten.

Wenn der Urheber des Entwurfs diese im Dekret gegebenen Definitionen ersetzen möchte, wird er ausdrücklich darauf hinweisen.

Wenn andererseits die Definitionen nicht geändert werden, wie es sich aus dem untersuchten Text zu ergeben scheint, wird empfohlen, sich entweder auf einen Verweis auf die einschlägigen Bestimmungen der Dekrets zu beschränken oder, falls der Urheber des Entwurfs beabsichtigt, diese Definitionen zu übernehmen, den Wortlaut des Dekrets getreu zu zitieren und anzugeben, dass sie mit Letzterem übereinstimmen.

Im letzteren Fall wird das Datum, bis zu dem der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses gefasst worden sein muss, damit der Bezugsberechtigte auf den geplanten Mechanismus Anspruch haben kann, Gegenstand eines gesonderten Satzes sein.

1.2. Hinsichtlich der Definition der bezuschussenden Instanz nach Artikel 1 Ziffer 1, deren Nützlichkeit im Übrigen fragwürdig ist, ist der Verweis auf "die kraft des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheitenrechts gültig ermächtigte Instanz" nicht angemessen, da der Artikel 57 dieses Dekrets keine echte Definition dieses Begriffs enthält. In Bezug auf die Umschreibung des Begriffs der bezuschussenden Instanz begnügt sich diese letzte Bestimmung damit, auf den Begriff der "Einheit" zu verweisen, die insbesondere in Artikel 3 § 1 Ziffer 1 desselben Dekrets benutzt wird, der wie folgt lautet:

" Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sind anwendbar auf die öffentlichen Verwaltungseinheiten, die in folgende Kategorien unterteilt werden:

1° die allgemeinen Verwaltungsdienststellen, die ministeriellen Kabinette und die ihnen in ihrer Arbeitsweise gleichgestellten Dienststellen, die gemeinsam eine einzige Einheit bilden".

Obwohl im Dekret vom 15. Dezember 2011 insbesondere allgemeine Bestimmungen in Bezug auf die Gewährung, Benutzung und Kontrolle der Zuschüsse (2) angeführt werden, enthält Letzteres keine Bestimmung in Bezug auf eine Ermächtigung "zur Gewährung eines Zuschusses"; in Artikel 58 erster Satz, steht andererseits:

"Ein Zuschuss kann nur auf der Grundlage eines Dekrets oder einer im Ausgabenhaushaltsplan vermerkten Sonderbestimmung gewährt werden."

Es erscheint als ausreichend, in Artikel 1 Ziffer 1 den Begriff der bezuschussenden Instanz im Sinne des Dekrets wie folgt zu definieren:

" die aufgrund einer besonderen Rechtsvorschrift zur Gewährung eines Zuschusses rechtsgültig ermächtigte Instanz ".

2. In Artikel 1 Ziffer 3 wird der 1. Oktober 2020 als das Datum festgehalten, bis zu dem der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses gefasst sein muss, damit der Bezugsberechtigte auf den geplanten Mechanismus Anspruch haben kann.

Daraus ergibt sich, dass der Entwurf u.a. Zuschüsse deckt, die nach den ersten Ausgangsbeschränkungsmaßnahmen gewährt worden sind, so wie diese sich aus dem am 18. März 2020 verabschiedeten und am selben Tag in Kraft getretenen Ministeriellen Erlass vom 18. März 2020 "zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19" ergeben haben. In seiner Stellungnahme hat sich der Finanzinspektor darüber gewundert.

Dies müsste in dem Bericht an die Regierung näher erklärt werden.

Die in der Mitteilung an die Regierung angeführte Erklärung, nach der "die Regierung das Datum des 1. Oktobers 2020 bevorzugt, da wegen des Covid-19 und des Haushaltsrundschreibens, zahlreiche im Haushaltsplan vorgesehene Zuschüsse noch nicht förmlich gewährt" worden sind, scheint in dieser Hinsicht unzureichend zu sein, da die Auswirkungen der Ausgangsbeschränkungen, auf die der Entwurf zu reagieren beabsichtigt, schon ab dem 18. März 2020 ins Auge gefasst werden konnten.

Artikel 2

1. Artikel 11 Absatz 3 des Gesetzes vom 16. Mai 2003 "über die Festlegung der allgemeinen Bestimmungen betreffend den Haushalt, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie betreffend die Organisation der Kontrolle des Rechnungshofes" sieht vor, dass

"Empfänger einer Subvention den Nachweis für die Verwendung der erhaltenen Beträge liefern müssen, außer wenn das Dekret oder die Ordonnanz sie davon befreit."

Zu diesem Zweck zielt Artikel 2 darauf ab, die Gewährung des allgemeinen Zuschusses, der den allgemeinen Kosten und den entstandenen Personal-, Ausrüstungs-, Investitions- und Zinsausgaben entspricht, zu ermöglichen, auch wenn der Bezugsberechtigte einen Teil oder die Gesamtheit der mit dem ihm gewährten Zuschuss verbundenen Aktivitäten wegen der COVID-19-Pandemie nicht erfüllen kann.

Der geplante Mechanismus, der also die Gewährung des Zuschusses erlaubt, auch wenn nicht alle für seine Überweisung gestellten Bedingungen beachtet werden, weicht von den Artikeln 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 ab, die insbesondere die Umsetzung von Artikel 11 Absatz 3 des Gesetzes vom 16. März 2003 bezwecken.

Dies ist in Artikel 2 ausdrücklich anzuführen.

2. In Artikel 60 § 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 wird zwischen zwei Arten von Zuschüssen unterschieden: der allgemeine Zuschuss und der projektbezogene Zuschuss.

Der Entwurf betrifft nur die erste Art, und in der Akte, die der Gesetzgebungsabteilung unterbreitet worden ist, gibt es nichts, das erklärt, warum die zweite Art von Zuschüssen, durch die "die spezifischen Kosten finanziert werden, die durch eine Tätigkeit entstehen, die sowohl was ihr Ziel, als auch ihre Dauer betrifft, begrenzt ist", ausgeschlossen wird.

Der Urheber des Entwurfs muss in der Lage sein, eine solche Ungleichbehandlung im Hinblick auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, der insbesondere in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankert ist, zu rechtfertigen.

Artikel 3

Der letzte Erwägungsgrund der Präambel lautet wie folgt:

"In der Erwägung, dass eine Abdeckung der gesamten Periode mit Ausgangsbeschränkungen infolge der Covid-19-Pandemie es ermöglicht, alle betroffenen Situationen abzudecken, und jedes Risiko einer ungleichen Behandlung zu vermeiden, muss der Text auf den 18. März 2020 rückwirken".

In Artikel 3 wird aber vorgesehen, dass

"der vorliegende Sondervollmächtenrlass ab dem 1. Januar 2020 wirksam wird".

Der Urheber des Entwurfs wird gebeten, diesen Widerspruch zu lösen.

Es scheint jedoch schwierig zu sein, das Datum des 1. Januar 2020 zu rechtfertigen, das auch in der Mitteilung an die Regierung enthalten ist.

Wie in der Präambel erläutert, soll der Mechanismus, der Gegenstand des Entwurfs ist, in der Tat Empfänger von allgemeinen Zuschüssen unterstützen, die aufgrund der Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des COVID-19-Virus in der Bevölkerung nicht in der Lage waren, die mit dem Zuschuss verbundenen Aktivitäten ganz oder teilweise durchzuführen. Die ersten dieser Maßnahmen mit verpflichtendem Charakter sind erst durch Wirkung des am 18. März 2020 verabschiedeten und am selben Tag in Kraft getretenen Ministeriellen Erlasses "zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19" eingetreten.

SCHLUSSBEMERKUNG

Der Verfasser wird das Projekt sorgfältig überprüfen, um Tipp-, Rechtschreib- und Grammatikfehler zu korrigieren.

Der Greffier
Béatrice Drapier

Der Vorsitzende
Pierre Vandernoot

Fußnoten

1 S. im gleichen Sinne ebenfalls das am 1. April 2020 abgegebene Gutachten Nr. 67.173/2 über einen Entwurf, der nun der Sondervollmächtererlass Nr. 2 der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 7. April 2020 in Ausführung des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise in Bezug auf die Schaffung eines Notfall- und Unterstützungsfonds geworden ist (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67173.pdf>), das am 2. April 2020 abgegebene Gutachten Nr. 67.175/4 über einen Entwurf, der nun der Sondervollmächtererlass Nr. 1 der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 7. April 2020 zur Genehmigung einer Abweichung von den Regeln und Bedingungen für die Auszahlung des Restbetrags der Zuschüssen und für die Beschwerdefristen im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise geworden ist (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67175.pdf>), das am 16. April 2020 abgegebene Gutachten Nr. 67.227/2 über einen Entwurf, der nun der Sondervollmächtererlass Nr. 5 der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. April 2020 zur Genehmigung von Abweichungen von bestimmten statutarischen Vorschriften für das Unterrichtspersonal und das Personal der psycho-medizinisch-sozialen Zentren im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise geworden ist (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67227.pdf>) und das am 20. Mai 2020 abgegebene Gutachten Nr. 67.416/2 über den Entwurf eines Sondervollmächtererlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft Nr. XX über die Beglaubigung der Studien im gewöhnlichen Sekundarunterricht im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise.

2 Buch II, Titel VII, Kapitel I des Dekrets vom 15. Dezember 2011.

16. JUNI 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 49 über allgemeine Zuschüsse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise, Art. 1 § 1;

Aufgrund der am 13. Mai 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. Juni 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Genderberichts vom 11. Mai 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 10. Juni 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 67.538/2;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Bereitschaft der Regierung begründet ist, auf die Situation der tiefen Unsicherheit zu reagieren, in die die Bezugsberechtigten von allgemeinen Zuschüssen nach den Beschlüssen des Nationalen Sicherheitsrates im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise geraten sind und die sie daran hindern, ihren Verpflichtungen in vollem Umfang nachzukommen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen, die ergriffen wurden, um die Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung zu begrenzen, zu finanziellen Schwierigkeiten für diese Bezugsberechtigten führen können;

In der Erwägung, dass es ihnen ermöglicht werden sollte, in voller Kenntnis der Sachlage die sehr kurzfristig erforderlichen finanziellen Entscheidungen zu treffen und die Beträge zu erhalten, die den Kosten entsprechen, die diesen Bezugsberechtigten entstehen oder entstehen werden, um ihren Verpflichtungen gegenüber dem ursprünglich vorgesehenen Zahlungsplan unverzüglich nachzukommen;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung;

In Erwägung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 2013 und 17. Dezember 2015 und durch den Sondervollmächtererlass Nr. 1;

In Erwägung des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der Struktur und der Rechtfertigung des Haushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen in der Wallonischen Region;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und des Ministers für Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Sondervollmächterlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° bezuschussende Instanz: die aufgrund einer besonderen Rechtsvorschrift zur Gewährung eines Zuschusses rechtsgültig ermächtigte Instanz;

2° Bezugsberechtigter: der Bezugsberechtigte im Sinne von Artikel 59 § 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, nachstehend "Dekret vom 15. Dezember 2011" genannt;

3° allgemeiner Zuschuss: der Zuschuss im Sinne von Artikel 60 § 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011.

Art. 2 - In Abweichung von den Artikeln 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011, vorbehaltlich anderer für den Bezugsberechtigten günstigerer Regelungen und unbeschadet der Anwendung anderer Sondervollmächterlasse der Wallonischen Regierung gewährt die bezuschussende Instanz, wenn der Bezugsberechtigte eines allgemeinen Zuschusses, der durch einen vor dem 1. Oktober 2020 gefassten Beschluss gewährt wurde, aufgrund der COVID-19-Pandemie die Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Zuschuss, der ihm zugutekommt, ganz oder teilweise nicht ausführen kann, dennoch denjenigen Betrag des Zuschusses, der den allgemeinen Kosten sowie den Personal-, Ausrüstungs-, Investitions- und Zinsausgaben entspricht, die dem Bezugsberechtigten entstanden sind, sofern diese Kosten und Ausgaben:

1. in dem Beschluss zur Gewährung dieses Zuschusses vorgesehen sind;
2. während des Zeitraums anfallen, der von dem Beschluss zur Gewährung dieses Zuschusses abgedeckt wird;
3. nicht von einem Dritten übernommen oder erstattet werden;
4. mit den in dem Beschluss zur Gewährung dieses Zuschusses vorgesehenen Beweismitteln nachgewiesen werden.

Der oben genannte Betrag wird nach den in dem Beschluss zur Gewährung dieses Zuschusses vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten überwiesen.

Art. 3 - Der vorliegende Sondervollmächterlass wird am 1. Januar 2020 wirksam.

Art. 4 - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juni 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41893]

16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 49 betreffende de algemene toelage

VERSLAG AAN DE REGERING

Naar aanleiding van de lockdownmaatregelen van de Nationale Veiligheidsraad ter bestrijding van COVID-19 heeft de regering besloten maatregelen te nemen ter ondersteuning van de verschillende sectoren die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen.

Dit besluit valt binnen dit kader en heeft met name tot doel af te wijken van de regels en voorwaarden voor de vereffening van de toelage.

De bepalingen die de Nationale Veiligheidsraad in het kader van de COVID-19-crisis heeft aangenomen, hebben geleid tot de volledige of gedeeltelijke uitsluiting van bepaalde activiteiten, met name vanwege de lockdownregels.

Desalniettemin kunnen er kosten zijn gemaakt voor geannuleerde of verminderde activiteiten.

Bij gebrek aan een decretale rechtsgrond kan de overheid het recht op de subsidie niet behouden in geval van gehele of gedeeltelijke niet-uitvoering van de activiteit.

De regering is niet voornemens de begunstigden van een toelage voor een structurele activiteit met een permanent karakter die met een dergelijke situatie te maken heeft, te benadelen. Het is passend de bedragen die in het kader van terugkerende toelage zijn toegekend in verband met de werkelijk gemaakte vaste werkingskosten ter beschikking van de operatoren te laten, zelfs als het vanwege de COVID-19-crisis niet mogelijk was alle opdrachten uit te voeren.

Deze tekst voorziet dan ook in de toekenning van een toelage ter dekking van de algemene kosten, de kosten voor personeel, uitrusting, investeringen en rente, op voorwaarde dat de beslissing tot toekenning van de toelage in deze kosten en uitgaven voorziet.

De eigenlijke draagwijdte van de tekst omvat een groot aantal situaties. De Regering is van plan om een besluit van bijzondere machten met een algemene strekking aan te nemen.

Artikel 1 definieert de begrippen "begunstigde" en "algemene toelage" onder verwijzing naar het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden, dat alle Waalse subsidiemechanismen moet dekken.

Hoewel het begrip "algemene subsidie" zelden expliciet wordt gebruikt in de beslissingen tot toekenning van toelage, omvat het elke vorm van financiële steun die voor een direct of indirect doel van algemeen belang wordt verleend aan een structurele activiteit - van permanente en blijvende aard - die door een derde wordt georganiseerd, ongeacht de naam van die activiteit, met uitzondering van dotaties.

Onder voorbehoud van andere regels die gunstiger zijn voor de begunstigde en zonder afbreuk te doen aan de toepassing van andere door de regering aangenomen besluiten van bijzondere machten, is het gebruik van de term "algemene toelage" bedoeld om tegemoet te komen aan de subsidies van terugkerende of gebruikelijke aard die in alle Waalse decreten, met inbegrip van het decreet houdende de uitgavenbegroting, zijn opgenomen.

Buitenkansseffecten moeten worden uitgesloten en er mogen geen speciale regels worden toegepast, bijvoorbeeld op het gebied van werkgelegenheidssteun.

Een omzendbrief van de Regering zal het besluit aanvullen. Aan de Waalse Overheidsdienst zal gevraagd worden flexibel te zijn met betrekking tot de situaties die het begrip "algemene toelage" omvat.

Dit besluit is niet van toepassing op subsidies voor projecten, in de zin van voormeld besluit van 15 december 2011, die de specifieke kosten financieren die voortvloeien uit een activiteit die zowel qua doel als qua duur beperkt is. Voor deze toelage geeft de Regering de voorkeur aan een dialoog met elke begunstigde om te bepalen welk besluit het meest geschikt is voor de situatie. De toekenning van subsidies voor projecten wordt aan het oordeel van elk lid van de regering overgelaten.

Artikel 2 bepaalt de betrokken begunstigden. Dit zijn begunstigden, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die als gevolg van de COVID-19-pandemie niet in staat zijn of zullen zijn om geheel of gedeeltelijk activiteiten uit te voeren die verband houden met de toelage waarvan zij normaal gesproken profiteren.

In artikel 2 worden de kosten en uitgaven omschreven die door de subsidie kunnen worden gedekt. Dit zijn algemene kosten en uitgaven voor personeel, uitrusting, investeringen en rente die door de begunstigde worden gemaakt, mits deze kosten en uitgaven :

- zijn voorzien in een beslissing tot toekenning van toelagen die vóór 1 oktober 2020 wordt genomen;
- worden gedaan tijdens de periode waarop de beslissing tot toekenning van de toelage betrekking heeft;
- niet worden ten laste genomen of terugbetaald door een derde;
- worden bewezen overeenkomstig de in de beslissing tot toekenning van de toelage vastgelegde bewijsmiddelen.

Als gevolg van de COVID-19-crisis konden de dossiers in verband met de aanvragen om toelage tussen 18 maart en 22 april niet worden behandeld. Als gevolg daarvan wachten enkele honderden aanvragen nog steeds op een beslissing. Om deze achterstand in te lopen en tegelijkertijd te zorgen voor een rigoureuze behandeling en een serieuze analyse van de aanvragen, wordt in het besluit 1 oktober 2020 vastgesteld als uiterste datum voor een beslissing over de toekenning.

Er kan geen sprake van zijn dat er wordt ingegrepen voor uitgaven die op een andere manier worden gedekt (met name voor tijdelijk werkloos personeel). In het project wordt in punt 3 van de lijst zoals die in het besluit is opgenomen, expliciet het verbod op dubbele dekking vermeld, dat in grote lijnen zo is geformuleerd dat het alle situaties bestrijkt.

Naast de handhaving van het criterium "door de crisis verhinderde activiteit", dat een tijdslimiet bepaalt, geeft de regering de voorkeur aan de datum van 1 oktober 2020 voor het bepalen van de subsidiebeslissingen die van het huidige systeem kunnen profiteren.

Als gevolg van COVID-19 en de budgettaire omzendbrief is een aanzienlijk aantal begrote toelagen nog niet formeel toegekend. De inhoud van de nog goed te keuren beslissingen zal rekening houden met de situatie die het gevolg is van de huidige gezondheids crisis.

Het doel van artikel 2, lid 2, is om hetzelfde niveau van controle te handhaven, niet meer en niet minder dan het niveau dat voor de oorspronkelijke toelage is voorzien.

Artikel 3 stelt de inwerkingtreding van het besluit vast op 1 januari 2020, om rekening te houden met alle operatoren die door de COVID-19-crisis zijn getroffen.

Als dit besluit van bijzondere machten alleen geldig zou zijn voor de toekomst, zouden de begunstigden mogelijk geen aanspraak kunnen maken op de toepassing van dit besluit. De uitsluiting van deze begunstigden zou leiden tot ongelijke behandeling van alle door de COVID-19-pandemie getroffen begunstigden en de maatregelen die in verband daarmee zijn genomen.

Door de gehele lockdownperiode als gevolg van de COVID-19-pandemie te bestrijken, kunnen alle betrokken situaties worden bestreken en kan elk risico van ongelijke behandeling worden vermeden.

Alle voorstellen ter verbetering van de tekst die door de Raad van State zijn ingediend, zijn geïntegreerd.

Advies nr. 67.538/2 van de Raad van State van 10 juni 2020

Afdeling Wetgeving

Op 4 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Waalse Regering verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XX 'betreffende de algemene toelagen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, staatsraden, Christian Behrendt, assessor, en Béatrice Drapier, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc Oswald, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juni 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"De dringendheid wordt ingegeven door de grote onzekerheid waarin de begunstigden van de algemene toelagen zijn ondergedompeld: de beslissingen die de Nationale Veiligheidsraad in het kader van de COVID-crisis heeft genomen, beletten hen om hun verplichtingen volledig na te komen; zij weten niet of zij de bedragen van de toelagen al dan niet zullen behouden, in welke mate en onder welke voorwaarden; de Regering is van plan om op de geuite vrees te reageren".

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. De regering zal niet uit het oog verliezen dat overeenkomstig artikel 3, § 2, van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19', het ontwerpbesluit aan de voorzitter van het Waalse parlement zal worden meegedeeld vóór de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In alle opzichten en gezien de datum waarop dit advies wordt uitgebracht, wordt de aandacht van de auteur van het ontwerp ook gevestigd op de noodzaak om het ontwerp, indien het gebaseerd is op voormeld decreet van 17 maart 2020, uiterlijk op 17 juni 2020 goed te keuren, aangezien de aan de regering verleende machtiging, overeenkomstig artikel 5 van datzelfde decreet, "geldig is gedurende drie maanden na de inwerkingtreding ervan", die plaatsvond op 18 maart 2020 krachtens artikel 6 van datzelfde decreet.

2. Volgens artikel 3bis, § 1, van de gecoördineerde wetten "op de Raad van State".

"de ontwerpen van koninklijke besluiten die de geldende wettelijke bepalingen kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, worden aan de afdeling Wetgeving voorgelegd voor een met redenen omkleed advies. Dit advies wordt tegelijk met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd. De decreten, het advies, het verslag aan de Koning en de tekst van de voor advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegde ontwerpdecreten worden vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat meegedeeld".

Deze bepaling is niet van toepassing op de besluiten van de Waalse regering.

Zij beveelt echter aan dat het ontwerpbesluit vergezeld gaat van een verslag aan de Regering waarin de reikwijdte en de praktische gevolgen van de in het ontwerp vervatte regelgeving worden toegelicht. Dergelijke toelichtingen zullen zeker ten goede komen aan de begunstigden van het ontwerp, aan de verschillende diensten van de uitvoerende macht en aan het Parlement wanneer dit laatste, overeenkomstig artikel 4, lid 1, van voormeld decreet van 17 maart 2020, moet beslissen over de bevestiging van de bepalingen die in het ontwerpbesluit zijn opgenomen.

De toelichting in de nota aan de regering die bij het aan de afdeling Wetgeving toegezonden dossier is gevoegd, zou als basis voor dit verslag kunnen dienen.

Tot slot zal het verslag aan de regering antwoorden op de opmerkingen die in dit advies worden gemaakt (1).

BIJZONDERE OPMERKINGENAANHEF

Er moet specifiek worden verwezen naar paragraaf 1 van artikel 1, van het decreet van 17 maart 2020, dat de Waalse regering machtigt "om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar".

DISPOSITIEFArtikel 1.

1.1. De termen "begunstigde" en "algemene toelage", gedefinieerd in artikel 1, 2° en 3°, worden ook gedefinieerd in respectievelijk artikel 59, § 2, en 60, § 1, 1°, van het decreet van 15 december 2011 "houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden", zonder dat de definities elkaar echter precies overlappen.

In dit verband wordt eraan herinnerd dat, overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020, de besluiten van bijzondere machten door de wetgever moeten worden bevestigd en kracht van wet zullen krijgen. Het is dan ook niet gepast om in teksten met dezelfde waarde die op hetzelfde gebied worden aangenomen, namelijk dat van het begrotings- en boekhoudrecht dat van toepassing is op de toekenning van toelagen, enigszins verschillende definities te geven.

Indien de auteur van het ontwerp deze definities in het decreet wenst te vervangen, wordt dit uitdrukkelijk vermeld.

Indien de definities daarentegen niet worden gewijzigd, zoals in de onderhavige tekst het geval lijkt te zijn, wordt aanbevolen zich te beperken tot een verwijzing naar de desbetreffende bepalingen van het decreet of, indien de auteur voornemens is deze definities over te nemen, de termen van het decreet getrouw te citeren en aan te geven dat zij in overeenstemming zijn met het decreet.

In het laatste geval wordt de datum waarop de beslissing tot toekenning van de toelage moet zijn genomen om de begunstigde in aanmerking te laten komen voor de geplande regeling, in een afzonderlijke zin vermeld.

1.2. Wat betreft de definitie van het begrip "subsidiërende instantie" in artikel 1, 1°, waarvan het nut bovendien twijfelachtig is, is het niet aangewezen om te verwijzen naar "de instantie die geldig gemachtigd is krachtens het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden", aangezien artikel 57 van dat decreet geen juiste definitie van dat begrip bevat. Deze laatste bepaling, om het begrip "subsidiërende instantie" te kwalificeren, beperkt zich tot een verwijzing naar het begrip "eenheid", die met name wordt gebruikt in artikel 3, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, op grond waarvan

"De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de openbare beheerseenheden die verdeeld worden volgens de volgende categorieën :

1° de diensten van algemeen bestuur, de ministeriële kabinetten en de voor hun werking ermee gelijkgestelde diensten die samen een enige eenheid vormen".

Bovendien bevat het decreet van 15 december 2011 weliswaar algemene bepalingen met betrekking tot de toekenning, het gebruik en de controle van toelagen (2), maar het bevat geen bepaling met een machtiging "om een subsidie toe te kennen", in zijn artikel 58, eerste zin, wordt trouwens bepaald dat

"Een toelage kan slechts worden toegekend op grond van een decreet of van een bijzondere bepaling die in de uitgavenbegroting voorkomen".

Het lijkt voldoende om in artikel 1, 1°, het begrip "subsidiërende instantie" in de zin van het ontwerp als volgt te definiëren:

"de instantie die op grond van een specifieke wetgeving geldig gemachtigd is om een subsidie toe te kennen".

2. Artikel 1, 3°, behoudt de datum van 1 oktober 2020 als datum waarop de beslissing tot toekenning van de toelage moet zijn genomen om in aanmerking te komen voor het geplande mechanisme.

Bijgevolg zal het ontwerp betrekking hebben op de toelagen die worden toegekend na de eerste lockdownmaatregelen, als gevolg van het ministerieel besluit van 18 maart 2020 'houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken', dat op dezelfde dag in werking is getreden. In zijn advies heeft de Inspecteur van Financiën hier vraagtekens bij gezet.

Het verslag aan de Regering zal dit moeten toelichten.

De toelichting in de nota aan de regering dat "de Regering voorstander is van de datum van 1 oktober 2020, aangezien als gevolg van COVID-19 en de begrotingsomzendbrief een aanzienlijk aantal in de begroting voorziene toelagen nog niet formeel zijn toegekend" lijkt in dit opzicht ontoereikend, aangezien vanaf 18 maart 2020 de effecten van de lockdown waarop het project moet inspelen, overwogen konden zijn.

Artikel 2.

1. Artikel 11, derde lid, van de wet van 16 mei 2003 'tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof' voorziet dat

"Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij het decreet of de ordonnantie hem daarvan vrijstelling verleent".

Met het oog hierop is artikel 2 bedoeld om de algemene toelage toe te staan die overeenkomt met de algemene kosten en de uitgaven voor personeel, uitrusting, investeringen en rente, zelfs als de begunstigde niet alle of een deel van de activiteiten kan uitvoeren die verband houden met de toelage die hij ontvangt als gevolg van de COVID-19 pandemie.

Het voorgestelde mechanisme, dat het mogelijk maakt de toelage toe te kennen, zelfs als niet aan alle voorwaarden voor de betaling ervan is voldaan, wijkt af van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011, dat met name tot doel heeft artikel 11, lid 3, van de wet van 16 maart 2003 ten uitvoer te leggen.

Dit wordt duidelijk gemaakt in artikel 2.

2. Artikel 60, § 1 van het decreet van 15 december 2011 maakt een onderscheid tussen twee soorten toelagen: de algemene toelage en de projectsubsidie.

Alleen de eerste wordt gedekt door het ontwerp en in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving wordt voorgelegd, staat niets om uit te leggen waarom de tweede, die "voor de financiering is van specifieke kosten voortvloeiend uit een activiteit die zowel qua doelstelling als in tijd moet worden afgebakend", wordt uitgesloten.

De auteur van het ontwerp moet een dergelijk verschil in behandeling kunnen rechtvaardigen in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, dat met name in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet is vastgelegd.

Artikel 3.

De laatste overweging van de preambule luidt als volgt:

"Overwegende dat het bestrijken van de gehele lockdownperiode als gevolg van de COVID-19-pandemie het mogelijk maakt om alle betrokken situaties te bestrijken en elk risico van ongelijke behandeling te voorkomen, moet de tekst met terugwerkende kracht tot 18 maart 2020 gelden".

Artikel 3 bepaalt echter dat

" Dit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2020".

De auteur van het ontwerp wordt uitgenodigd om deze tegenstrijdigheid op te lossen.

Het lijkt echter moeilijk om de datum van 1 januari 2020, die ook in de nota aan de Regering is opgenomen, te rechtvaardigen.

Zoals in de preambule wordt uitgelegd, is het voorgestelde mechanisme bedoeld om begunstigden van algemene toelagen te helpen die niet in staat zijn geweest om alle of een deel van de activiteiten in verband met de toelage uit te voeren vanwege de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het COVID-19-virus onder de bevolking te beperken. De eersten onder hen met een verplicht karakter zijn pas van kracht geworden met het ministerieel besluit van 18 maart 2020 'houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken', dat op dezelfde dag in werking is getreden.

SLOTOPMERKING

De auteur zal het project zorgvuldig nalezen om typefouten, spelfouten en grammaticafouten te verbeteren.

De Griffier,
Béatrice Drapier

De Voorzitter,
Pierre Vandernoot

Nota's

1 Zie in dezelfde zin, met name advies nr. 67.173/2 van 1 april 2020 over een ontwerp dat het besluit van bijzondere machten nr. 2 van de Regering van de Franse Gemeenschap is geworden "afgegeven ter uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheidscrisis in verband met het Covid-19 coronavirus met betrekking tot de oprichting van een nood- en ondersteuningsfonds", (<http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67173.pdf>), advies nr. 67.175/4 uitgebracht op 2 april 2020 over een ontwerp dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 1 van 7 april 2020 is geworden 'tot toekenning van een afwijking van de regels en voorwaarden voor de vereffening van de subsidies en tot opschorting van de beroepstermijnen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19' (<http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67175.pdf>), advies nr. 67.227/2 uitgebracht op 16 april 2020 over een ontwerp dat het besluit nr. 5 van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten van 23 april 2020 is geworden 'waarbij wordt toegestaan dat in het kader van de gezondheidscrisis van COVID-19 wordt afgeweken van het voorschrift van bepaalde statutaire bepalingen inzake onderwijzend personeel en psycho-medisch-sociale centra' (<http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67227.pdf>) en advies nr. 67.416/2 van 20 mei 2020 over een ontwerpbesluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. XX. 'betreffende de sanctiëring van studies in het gewone middelbaar onderwijs in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19'.

2 Boek II, titel VII, hoofdstuk I van het decreet van 15 december 2011.

16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 49 betreffende de algemene toelage

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, artikel 1, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 mei 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 2020;

Gelet op het genderverslag van 11 mei 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 67.538/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die wordt ingegeven door de bereidheid van de Regering om te reageren op de situatie van grote onzekerheid waarin de begunstigden van algemene subsidies zich bevinden na de beslissingen die de Nationale Veiligheidsraad in het kader van de crisis COVID-19 heeft genomen, waardoor zij hun verplichtingen niet volledig kunnen nakomen;

Overwegende dat deze maatregelen, die zijn genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, financiële problemen kunnen veroorzaken voor deze begunstigden;

Overwegende dat zij met volledige kennis van zaken de financiële besluiten moeten kunnen nemen die op zeer korte termijn nodig zijn en dat hun de bedragen moeten worden toegekend die overeenkomen met de kosten die deze begunstigden hebben of zullen moeten maken om onverwijld aan hun verplichtingen te voldoen ten opzichte van het oorspronkelijk geplande betalingsschema;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden, zoals gewijzigd bij de decreten van 23 december 2013 en 17 december 2015 en bij het besluit van bijzondere machten nr. 1;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuursseenheden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de structuur en de verantwoording van de begroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit van bijzondere machten wordt verstaan onder :

1° subsidiërende instantie: de instantie die op grond van een specifieke wetgeving geldig gemachtigd is om een subsidie toe te kennen;

2° begunstigde: de begunstigde bedoeld in artikel 59, § 2, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, hierna, "het decreet van 15 december 2011" genoemd;

3° algemene toelage: de toelage bedoeld in artikel 60, §1, 1°, van het decreet van 15 december 2011.

Art. 2. In afwijking van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011, onder voorbehoud van andere regels die gunstiger zijn voor de begunstigde en onverminderd de toepassing van andere besluiten van de Waalse regering van bijzondere machten, wanneer de begunstigde van een algemene toelage, toegekend bij een besluit vóór 1 oktober 2020, niet alle of een deel van de activiteiten kan uitvoeren die verband houden met de toelage waarvan hij als gevolg van de COVID-19-pandemie profiteert, kent de subsidiërende instantie niettemin het bedrag van de toelage toe dat overeenkomt met de algemene kosten en de uitgaven voor personeel, uitrusting, investeringen en rente die door de begunstigde zijn gemaakt, op voorwaarde dat deze kosten en uitgaven :

1. zijn voorzien in de beslissing tot toekenning van de toelage;
2. worden gedaan tijdens de periode waarop de beslissing tot toekenning van de toelage betrekking heeft;
3. niet worden ten laste genomen of terugbetaald door een derde;
4. worden bewezen overeenkomstig de in de beslissing tot toekenning van de toelage vastgelegde bewijsmiddelen.

Het bovengenoemde bedrag wordt betaald overeenkomstig de voorwaarden die zijn vastgesteld in de beslissing tot toekenning van de genoemde toelage.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2020.

Art. 4. De Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juni 2020.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

J-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER